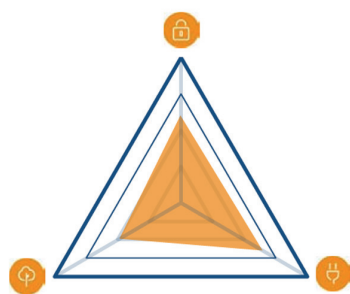


REGARDS SUR L'ARGENTINE

Tendances et perspectives

- Le gouvernement, au pouvoir depuis décembre 2015, tente d'enrayer une grave crise énergétique. Il a engagé la réduction progressive des subventions pour le gaz et l'électricité et la renégociation des tarifs de distribution et de transport gelés depuis 2002. La hausse du prix du gaz non conventionnel, qui atteint 7,5 \$ le MBtu, doit être réduite en trois ans. Enfin, des offres pour les projets d'énergies renouvelables (2 000 MW) et pour de nouvelles capacités thermiques sont encouragées.
- YPF, la compagnie pétrolière contrôlée par l'État, a des projets ambitieux dans des zones d'exploration de gaz de schiste et passe des contrats avec des compagnies internationales (Chevron, Shell, Exxon, Statoil et Petronas). Mais la production argentine de pétrole continue de baisser de 6 % par an et celle de gaz reste stable. Les coûts de production locaux sont encore trop élevés et il est donc nécessaire de subventionner les prix à la production. Les subventions au gaz de schiste représentent 30 % des subventions à l'énergie et le gouvernement tente de réduire ces coûts. Le pays continue d'importer environ 15 % de ses besoins en énergie et les coûts d'importation ont été considérablement réduits, notamment pour les importations de GNL.
- L'Argentine tente de reconstruire son secteur énergétique afin de retrouver l'autosuffisance énergétique dont elle a bénéficié jusqu'en 2011. Le cadre institutionnel est en place pour cela et le défi consiste à revenir à des prix et à des marchés compétitifs qui ont été perdus pendant la crise économique de 2002 ; les distorsions importantes introduites alors ont entraîné une baisse des prix, puis un désinvestissement, une baisse de la production et une augmentation des importations d'énergie.
- En décembre 2017, le gouvernement argentin a annoncé qu'il augmentera le prix payé par les consommateurs pour l'électricité et le gaz naturel. L'approche graduelle de l'administration Macri implique des efforts politiques plus importants mais évite également les chocs récessifs que l'Argentine a souvent connus dans son histoire.

Classements et notes d'équilibre – Indice du trilemme



	2015	2016	2017	Tendance	Note
Classements / note	61	58	58	►	BBC
Performance énergétique					
🔒 Sécurité énergétique	51	78	52	►	B
⚖️ Équité énergétique	69	69	61	►	B
🌿 Environnement durable	69	69	72	►	C
Performance contextuelle	92	92	92	►	

L'Argentine maintient sa 58^e place en 2017 dans le classement de l'indice du trilemme du Conseil Mondial de l'Énergie. Le pays obtient de bons résultats dans toutes les dimensions du trilemme, la durabilité environnementale étant la dimension la plus faible du pays, ce qui se traduit par un score d'équilibre de BBC.

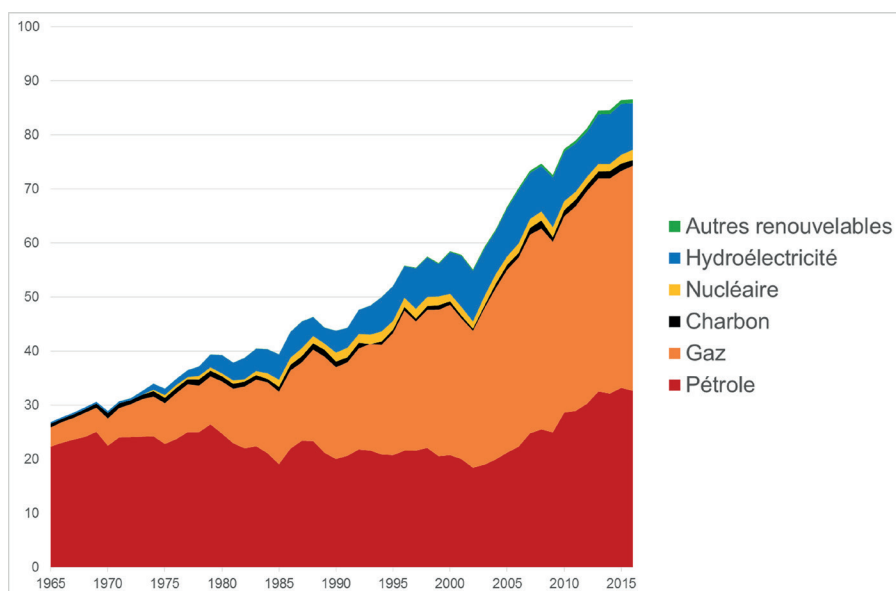
Indicateurs clés

2015	Population millions	PIB mrds de \$2010	Production EP Mtep	Consommation EP Mtep	Consommation d'électricité TWh	Émissions de CO ₂ Mt
Argentine	43,3	455,9	73,8	86,0	134,1	191,4
France	66,5	2 777,5	137,8	246,5	468,4	290,5
OCDE	1 277	4 8750	4 164	5259	10 234	11 720
Non OCDE	6 057	26 739	9 626	8 388	12 152	20 674
Monde	7 334	75 489	13 790	13 647	22 386	32 394

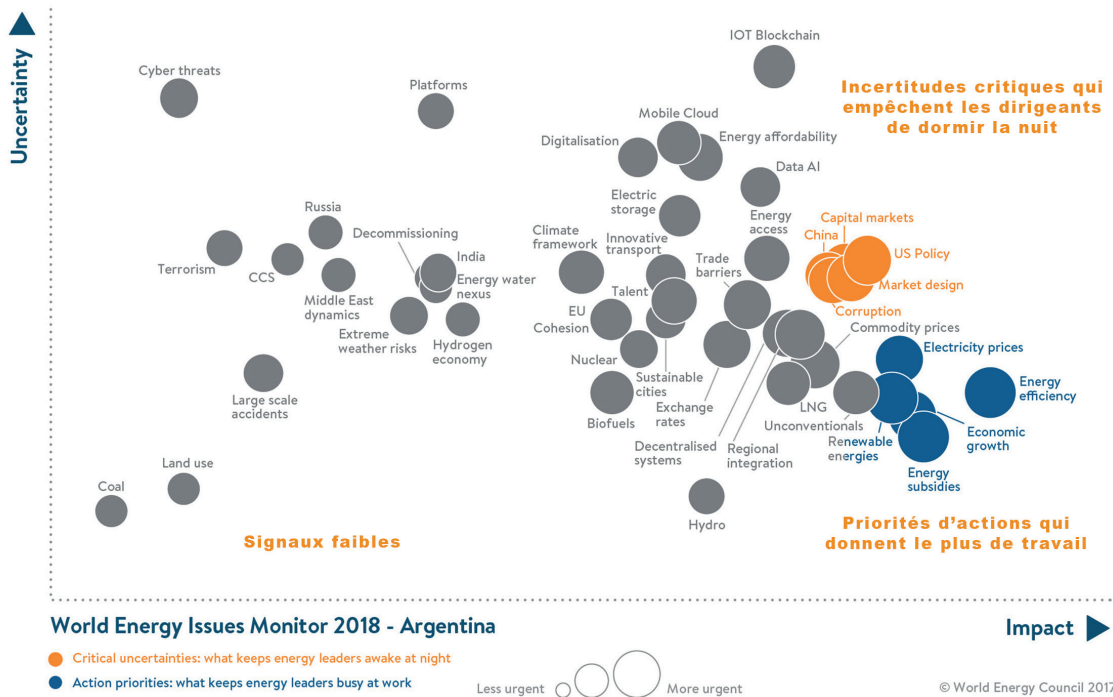
2015	Conso EP / Population	Conso EP / PIB	Conso électricité / Population	CO ₂ / Conso EP	CO ₂ / population	CO ₂ / PIB
	tep/tête	tep / 1000 \$2010	KWh/tête	t CO ₂ / tep	t de CO ₂ / tête	kg de CO ₂ / \$2010
Argentine	1,98	0,19	3 088	2,23	4,41	0,42
France	3,71	0,09	7 043	1,18	4,37	0,10
OCDE	4,12	0,11	8 016	2,23	9,18	0,24
Non OCDE	1,38	0,31	2 006	2,46	3,41	0,77
Monde	1,86	0,18	3 052	2,37	4,40	0,43

EP : énergie primaire

Évolution du bouquet énergétique (consommation d'énergie primaire en Mtep)



La rubrique « Regards » s'appuie sur des informations publiées par le Conseil Mondial de l'Énergie, l'AIE (*Key world energy statistics 2017*) et BP *Statistical Review of World Energy June 2017*.



Comment lire le graphique – À partir d'enquêtes auprès de dirigeants et d'experts argentins du secteur de l'énergie, la carte illustre, pour une quarantaine de questions, l'importance de l'impact d'un enjeu sur le secteur de l'énergie (axe horizontal) ; le degré d'incertitude lié à son impact (axe vertical) et le degré d'urgence à traiter cet enjeu (proportionnel à la taille de la bulle).

Le changement climatique ne semble pas une source importante d'incertitude pour la plupart des Argentins : 9 % seulement le considèrent comme le problème mondial le plus important. Cependant, le gouvernement s'est engagé à satisfaire 8 % de la demande d'électricité de l'Argentine avec des énergies renouvelables d'ici 2018 et 20 % d'ici 2025, à comparer à 1 % aujourd'hui.

La décision du ministère de l'Énergie intervient au moment où le gouvernement du président Mauricio Macri, favorable au marché, cherche à réduire les subventions à la consommation d'énergie dans le cadre des efforts visant à réduire le déficit budgétaire.

Depuis son entrée en fonction en décembre 2015, le président Macri a promulgué des réformes visant à soutenir les marchés financiers du pays. Mais ces réformes restent incertaines car elles annulent certaines décisions de l'ancienne présidente Cristina Fernandez et le congrès est contrôlé par l'opposition. Une autre incertitude est la conception du marché argentin qui est actuellement confronté à un certain nombre de défis : une demande annuelle croissante d'électricité, une forte dépendance aux combustibles fossiles et surtout la dépendance de l'Argentine à ses propres réserves de gaz naturel.

L'efficacité énergétique a été très négligée lorsque les prix étaient subventionnés mais l'administration actuelle a changé d'approche avec la création d'un sous-secrétariat en charge des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique. Les énergies renouvelables ont fortement progressé ces deux dernières années et ont bénéficié d'importants investissements nationaux et étrangers dans les parcs photovoltaïques et éoliens. Enfin, le développement des grandes ressources de gaz de schiste et de pétrole à Vaca Muerta est un autre défi de l'Argentine. Actuellement, le gouvernement subventionne la production de schiste en raison de ses coûts élevés mais avec un plan visant à éliminer ces subventions en 2020.